
Rapport Pochard sur l'évolution du métier d'enseignant Ni surpris, ni déçus mais en colère !

La commission sur l'évolution du métier d'enseignant, mise en place par le gouvernement, a rendu public son rapport le lundi 4 février. Dès septembre, la Fédération SUD Education a refusé de participer aux auditions syndicales dans le contexte de la politique actuelle de casse de l'Éducation nationale alors que les grandes lignes que retiendra le gouvernement sont déjà dans le rapport Darcos (mars 2007) et dans la lettre de rentrée aux éducateurs de N. Sarkozy.

Le 10 décembre, lors la présentation du rapport d'étape aux organisations syndicales, nous avons exprimé de vives inquiétudes sur les pistes préconisées. Celles-ci sont maintenant confirmées.

• **Recul du cadre national des enseignements, mise en concurrence des établissements.**

Derrière l'autonomie pédagogique avec 10% de la dotation en heures d'enseignement à la disposition des établissements, la remise en cause des règles nationales pour les dédoublements, se profile clairement la fin des horaires nationaux, surtout en cette période de baisse drastique des dotations des établissements. Cela va de pair avec la mise en concurrence sur projet des établissements : des "établissements comptables de leurs résultats" et évalués publiquement, le tout dans le contexte de la disparition de la carte scolaire.

• **Renforcement des pouvoirs du chef d'établissement.**

Il aurait une "marge d'appréciation" pour fixer les "modalités locales du travail", "un lien contractuel" s'établirait entre l'établissement et l'enseignant.

C'est la voie de la caporalisation des enseignants et du travail en équipe avec à la clé une inévitable évaluation-notation à l'appréciation du chef d'établissement qui agirait de plus en plus en patron.

• **Annualisation du temps de travail, augmentation des obligations de service, bivalence.**

La définition hebdomadaire du temps de travail céderait la place à une définition annualisée de 648 heures de cours auxquelles il faudrait ajouter des activités comme "l'accompagnement de l'élève" ou l'aide à son orientation et des activités "modulables" pour les volontaires et rémunérées en heures supplémentaires. La bivalence est proposée en 6/5^{ème}.

Alors que le temps de travail des enseignants est évalué à plus de 40h/hebdomadaires par les études du ministère, ces mesures visent à augmenter encore la charge et les horaires de travail. La proposition de bivalence aidera comme le souhaite le gouvernement à généraliser cette polyvalence à des fins budgétaires.

• **Recrutements et carrières.**

Toute augmentation générale des salaires est exclue, alors que la commission a reconnu la perte du pouvoir d'achat des enseignants et la réalité du problème salarial. Augmentation de début de carrière et primes sont évoquées mais toujours avec une contrepartie en temps de présence supplémentaire ! Cette nouvelle version du "travailler plus pour gagner plus" est inacceptable !

En ce qui concerne les recrutements, le ministère va devoir préciser ses intentions sur la "simplification" envisagée et la création de "masters d'enseignement" dont on ne sait s'ils précèderaient les concours ou les remplaceraient. Seule piste positive: un pré-recrutement où les étudiants seraient payés, mais on peut douter que le ministre le reprenne.

Pour nous ces choix sont inacceptables : ils aggravent les conditions de travail, mettent en place une gestion managériale et aboutiront inévitablement à un accès plus inégalitaire à l'École par une concurrence accrue entre établissements.

Les propositions "Pochard" sont à replacer dans le cadre du projet de 80 000 suppressions de postes en 4 ans ! Pour y parvenir une nouvelle "contre réforme" de l'enseignement est indispensable : elle a commencé par la suppression du samedi matin en primaire, la suppression du BEP et d'une année d'étude dans l'enseignement professionnel et va se poursuivre en collège et en lycée.

Ainsi se dessine un projet de régression inadmissible pour les élèves, les parents et les personnels.

Pour SUD Education l'heure est à la mobilisation et à l'action !